

Le PCF et Sétif en Algérie

Le 8 mai 1945 était signée la capitulation de l'état-major allemand. Pour les peuples d'Europe, cette date marquait la fin de la Deuxième Guerre mondiale et la victoire sur le nazisme. Mais pour l'un des peuples colonisés par l'impérialisme français, le peuple algérien, elle reste une des dates les plus tragiques de son histoire.

Le colonialisme français espérait écraser pour longtemps le mouvement indépendantiste. Moins de dix ans plus tard, il allait être confronté à un mouvement d'émancipation nationale explosif, qui avait germé sur les massacres de mai 1945. En effet, entre le 8 et le 13 mai 1945, la France allait réprimer avec la plus grande violence des manifestations indépendantistes dans la région du Constantinois, notamment à Sétif et Guelma. Les populations du Constantinois, à Sétif et Guelma, en Algérie, manifestent pour leur droit à l'indépendance. De ces rassemblements s'en suivra une des répressions les plus sanglantes de l'histoire coloniale française, par la suite « collectivement et délibérément occultée ».

Dès février 1943, Ferhat Abbas avait publié un Manifeste du peuple algérien qui réclamait une "Constitution égalitaire entre race et religion pour le peuple algérien". En juin 1943, un additif demandait la création d'un Etat algérien à la fin de la guerre avec participation des leaders nationalistes au gouvernement. Le gouvernement français d'union nationale présidé par de Gaulle envoie des renforts de blindés terrestres, la marine dépêche des croiseurs qui pilonnent les villes côtières. Abbas les estimait à 20 000 morts et le PPA à 40 000. Plus tard, le FLN parlera des « 45 000 martyrs ». La répression légale ne fut pas moins implacable. On dénombra 3 630 arrestations et jugements, 1 868 condamnations à des peines de prison et 157 condamnations à mort dont 33 furent exécutées. Au total, 88 civils européens et 14 militaires furent tués.

Le Parti Socialiste (à l'époque SFIO) comme le PCF, alors alliés dans le Gouvernement provisoire de De Gaulle, restèrent totalement solidaires de cette politique répressive. Ils la justifèrent même dans leur presse, les publications stalinienne allant jusqu'à dénoncer, côté Algériens, une provocation fasciste. Il est vrai que ces deux partis de gauche en étaient encore à prôner « l'Union française », c'est-à-dire à justifier le maintien du colonialisme français.

Dès le début, dans les colonnes de *L'Humanité*, le parti stalinien déclarait que "*les auteurs des troubles étaient d'inspiration et de méthodes hitlériennes.*" Il parlera aussi "*de provocation fomentée par les grands trusts et par les fonctionnaires vichystes encore en place*". Le PC en 21 mai 1945, dans *L'Humanité* demande au gouvernement de "*punir comme ils le méritent les chefs pseudo-nationalistes*". Le porte-parole du PCF, Etienne Fajon, déclarait encore à la tribune de l'assemblée nationale le 11 juillet : "*les tueries de Guelma et de Sétif sont la manifestation d'un complot fasciste qui a trouvé des agents dans les milieux nationalistes.*" Alors que de Gaulle avait demandé "*de prendre toutes les mesures nécessaires pour réprimer les agissements d'une minorité d'agitateurs*", le bureau politique du PCF publiait un communiqué le 12 mai déclarant : "*il faut tout de suite châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute*" au nom de la défense "*de la république française, métropole et territoires d'outre-mer, une et indivisible.*" Dans un tract signé par cinq membres du comité central et distribué sur le sol algérien, il appelle à une chasse aux sorcières et lance de véritables appels au meurtre et aux pogroms en exigeant de "*passer par les armes les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute. Il ne s'agit pas de vengeance ni de représailles. Il s'agit de mesures de justice. Il s'agit de mesures de sécurité pour le pays*".

Ainsi une milice mise sur pied par le PC servit d'auxiliaire à la police et à l'armée contre les "rebelles musulmans". Et pour couronner le tout, c'est le ministre stalinien de l'aviation Charles Tillon ("héros de la Résistance" en tant qu'ex-chef des FTP), qui a directement ordonné le bombardement des régions de Sétif et de Guelma. Le PCF devait d'ailleurs continuer à jouer ce rôle au début de la guerre d'Algérie, notamment lorsqu'il vota le 12 mars 1956 les "pouvoirs spéciaux" au gouvernement du socialiste Guy Mollet qui allait donner les moyens à l'Etat français d'intensifier la guerre sur le sol algérien.

Si le PCF cautionna la répression par sa présence au gouvernement et accusa le Parti populaire algérien, à qui il disputait la prépondérance sur la classe ouvrière algérienne, d'être à l'origine des troubles, l'organe du Parti communiste algérien, *Liberté*, et *L'Humanité*, en France, furent les rares journaux à évoquer la terrible répression, et les députés communistes algérois furent les seuls à protester et à défendre les Algériens. C'est pourquoi on ne peut pas juger d'un bloc l'attitude du PCF, qui fit le grand écart entre la solidarité gouvernementale et l'anticolonialisme, et qui varia selon que l'on était au gouvernement et à la direction du parti à Paris, comme Charles Tillon ou Maurice Thorez, ou bien au contact du terrain en Algérie, comme José Aboulker ou Jean-Pierre Bloch.

Le 1 novembre 1954 à minuit, sur l'ensemble du territoire algérien, des groupes armés passent à l'action. Ils attaquent la Préfecture de Police. Le FLN est pour l'indépendance algérienne. Le 5 novembre 1954 François Mitterrand déclare que "L'Algérie, c'est la France. La seule négociation, c'est la guerre." Les socialistes Robert Lacoste et Max Lejeune, respectivement Ministres de l'Intérieur et de la Défense incitèrent l'armée et la police à user de tous les moyens de répression contre les combattants.

François Mitterrand en 1956, est nommé garde des Sceaux dans le gouvernement de Guy Mollet. Il participe aux travaux du gouvernement, qui accorde l'indépendance à la Tunisie et au Maroc, l'autonomie à l'Afrique noire. Sur la question algérienne, il critique la dérive répressive en février 1956. Toutefois, c'est lui qui est chargé par le Conseil des ministres, de défendre le projet de loi remettant les pouvoirs spéciaux à l'armée. Il donne forcément son aval, en tant que Garde des Sceaux, aux nombreuses sentences de mort prononcées par les tribunaux d'Alger contre des militants de la lutte pour l'indépendance, notamment Fernand Yveton, membre du Parti Communiste Algérien, guillotiné à Alger le 11 février 1957.

Le jeudi soir 7 mai, dans une manifestation organisée au Cin'hoche par l'Association Berbère de Bagnolet, le partisan de Mitterrand présent dans la salle reste silencieux et les représentants du PCF cherchent à dissimuler les fautes graves de leur Parti dans cette tragédie. Jacques Fath le responsable des relations internationales et membre d'exécutif national du parti communiste a qualifié ces fautes insupportables dans cette période « un moment d'hésitation » !! Participer à la politique répressive contre les indépendantistes et qualifier la manifestation de Sétif comme un complot fasciste, cela est considéré aujourd'hui par le représentant du PCF « un moment d'hésitation ». Sur l'Union Soviétique, sur l'occupation de l'Afghanistan par les soviétiques, le PCF suivait aveuglement les maîtres soviétiques et aujourd'hui il n'a pas le courage pour reconnaître les faits graves dans l'histoire. Où est l'honnêteté intellectuelle et politique ?

Certes aujourd'hui il faut renforcer l'amitié entre les peuples et s'opposer aux comportements de vengeances. L'histoire doit éclairer l'avenir et nous éduquer. Mais cette éducation se fait avec l'analyse objective et explicative et non pas avec la dissimulation et le mensonge.

Didier Idjadi - Bagnolet - 8 mai 2009